

Il est à la mode aujourd'hui de n'octroyer de l'aide aux pays africains que moyennant leur démocratisation et le respect des droits de la personne. Mais on observe en même temps que ces pays sont livrés à eux-mêmes dès lors que la démocratie y est instaurée.

Au moment où les économies des pays d'Afrique ont le plus besoin d'une aide extérieure, celle-ci a diminué d'une façon spectaculaire et les investissements étrangers ont baissé encore plus. Nous espérons qu'il ne s'agit que d'un phénomène transitoire et que les pays développés modifieront leur politique à cet égard. Il n'y a certainement aucune raison pour qu'ils agissent ainsi quand un État africain a opté pour la démocratie, que les droits de la personne y sont garantis et respectés, qu'on y a créé et qu'on y entretient un climat favorable aux investissements.

La Namibie en est un bon exemple : c'est l'un de ces pays d'Afrique qui, selon les termes d'une résolution adoptée récemment par le conseil d'administration du PNUD, mérite de recevoir une aide préférentielle au cours des cinq prochaines années. Je serais très heureux de savoir que l'on partage également cette opinion à Ottawa, à Washington, à Bonn, à Paris et à Londres.

Je vous remercie.